



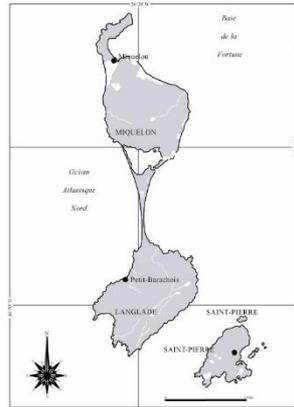
Les Outre-mer français, entre Nord et Sud : quand le modèle social précède le modèle économique

INED – 30 septembre 2015
Françoise Rivière, AFD, Division Recherche
French Agency for Development, Research Division

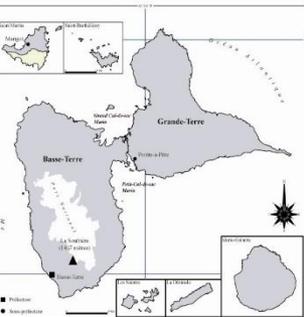
développeur d'avenirs durables

Situés dans 3 océans ; des dynamiques institutionnelles, démographiques, sociales et culturelles propres à chaque territoire

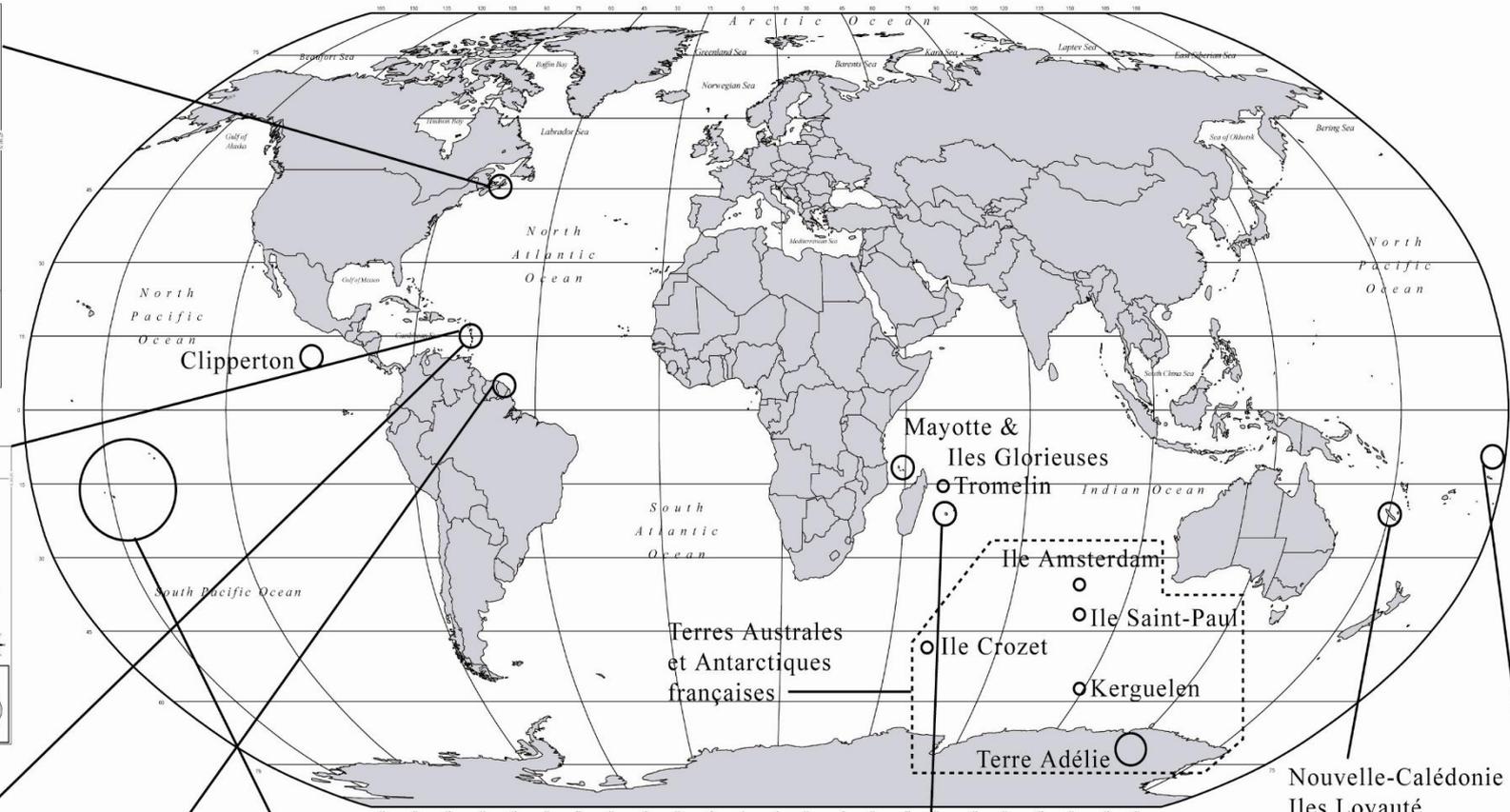
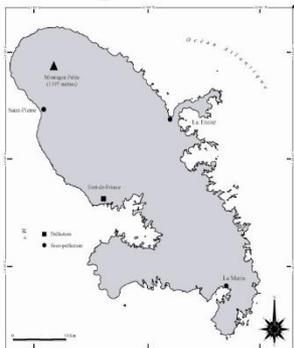
Saint-Pierre et Miquelon



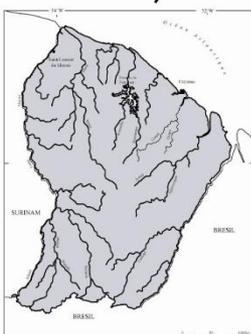
Guadeloupe



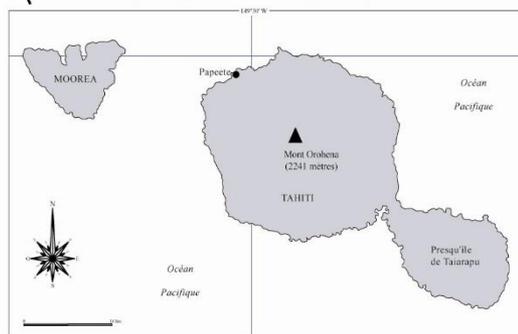
Martinique



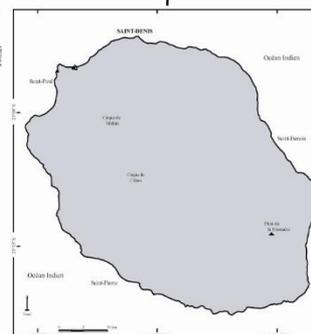
Guyane



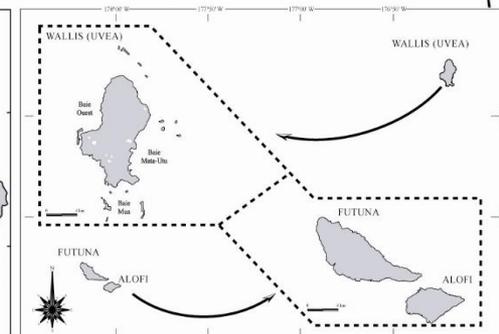
Tahiti (Polynésie Française)



Réunion



Wallis et Futuna



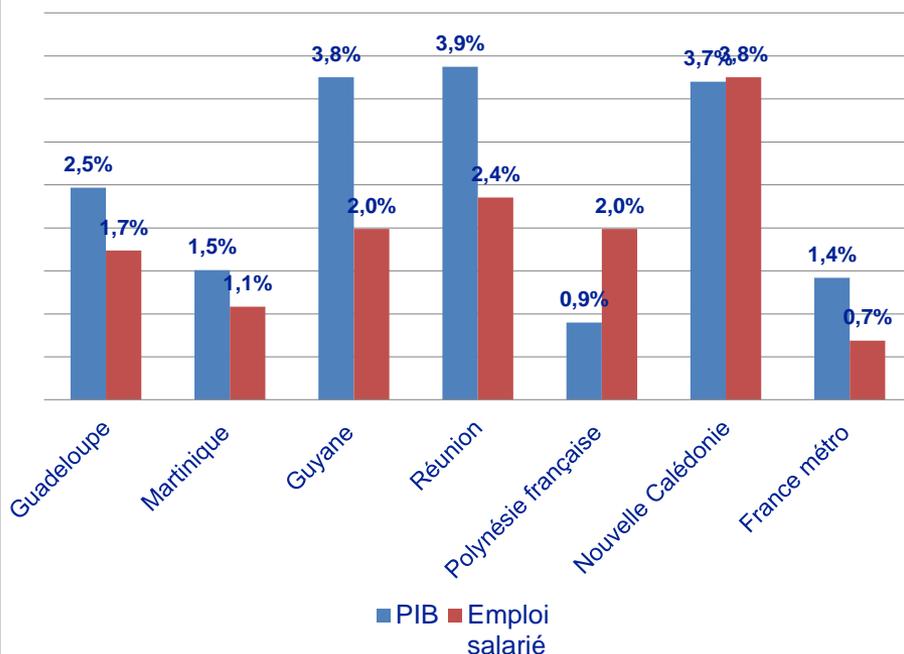


Des territoires français et européens à des milliers de km du continent, une longue marche vers le modèle social « républicain »

- 4 « vieilles colonies » à sucre : Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, devenues départements français en 1946, les transferts financiers de l'État
 - → application **progressive** de la législation et des droits sociaux en vigueur en France, mise en place des systèmes de redistribution, infrastructures de communication, éducation et santé.
 - Régions « ultrapériphériques » européennes (petite taille / insularité / éloignement / dépendance qqs produits)
- Le dernier DOM, Mayotte, a accédé au statut de département français en mars 2011 et région ultrapériphérique européenne en janvier 2014
 - alignement des droits sociaux en cours (horizon 20 ans)
- Des **mutations économiques rapides et profondes** ont transformé, en quelques décennies, des économies à dominante agricole (de plantation, cultures de rente..), en économies dominées par le secteur tertiaire (les services représentant en moyenne plus de 80 % du PIB), avec le développement d'une industrie d'import-substitution (IAA, biens de consommation...) et BTP.
- **Malgré la politique sociale** et les investissements dans les équipements publics, ces **sociétés, minées par le chômage**, restent très des sociétés **très inégalitaires**. Les **tensions sociales** sporadiques (Guyane 2008, Antilles 2009, Mayotte et Nouvelle-Calédonie 2011, La Réunion 2009 et 2012) sont révélatrices d'une **cohésion sociale fragile**

Dynamisme économique...malgré les contraintes structurelles

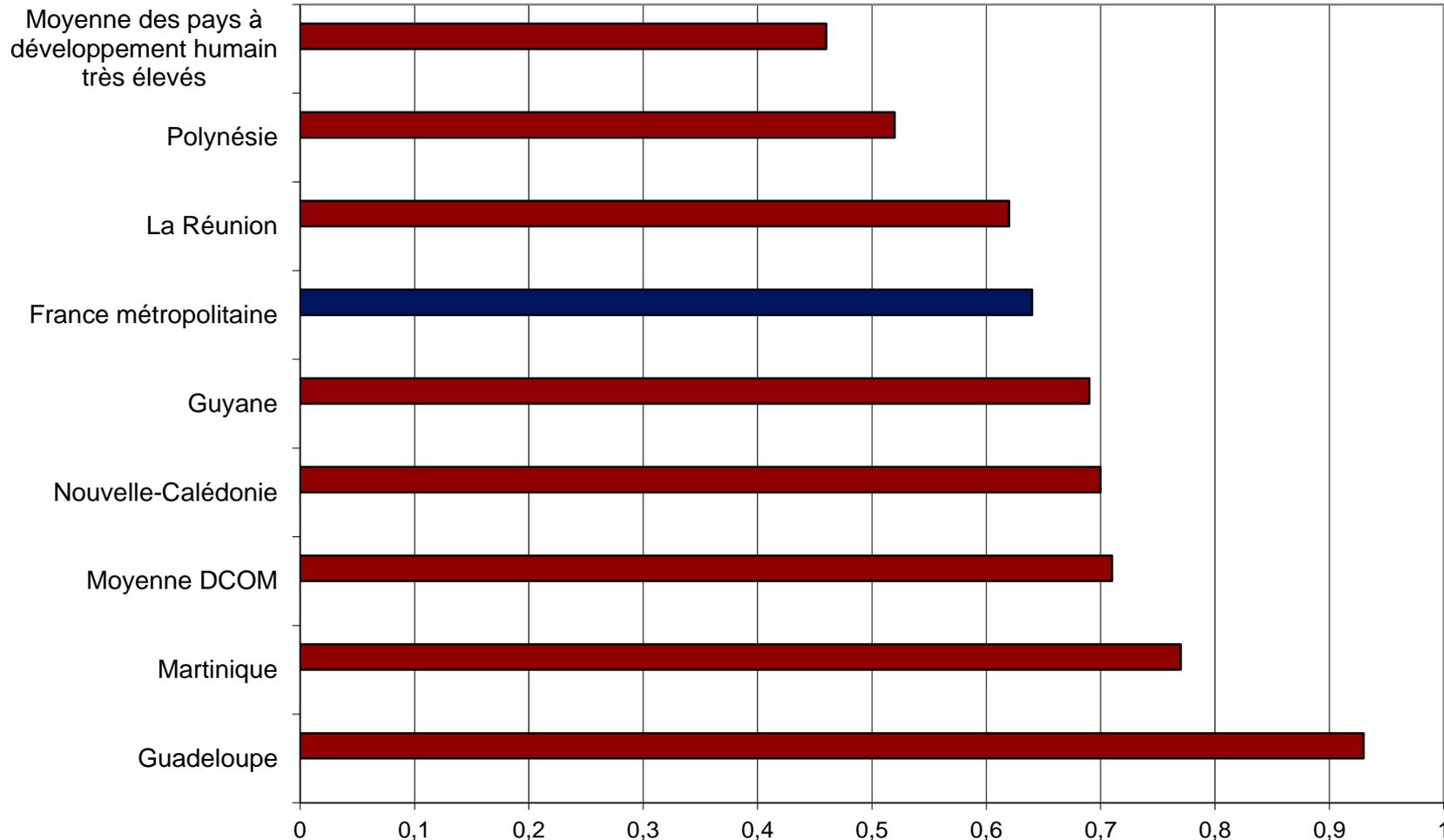
Evolution du PIB et de l'emploi salarié outre-mer
période 1999_2009



- Taux de croissance élevés 1980s- 2008 → hausse du PIB
 - Croissance ← **consommation** MEN ((hausse des revenus S privé+public, alignement des PS) et **investissement** (privé+public)
 - Développement d'une Industrie d'import-substitution (IAA, BTP, ind. sous-traitantes) + services marchands → parts de marché/importations
- Le rythme de croissance des **emplois dans secteur marchand** supérieur à celui observé dans le secteur public et, sur 1998-2010, supérieur au niveau national
- le **taux de création d'entreprises et le taux de création d'emplois** supérieur dans les DCOM comparé **aux régions de l'hexagone les plus dynamiques** depuis les années 1980.

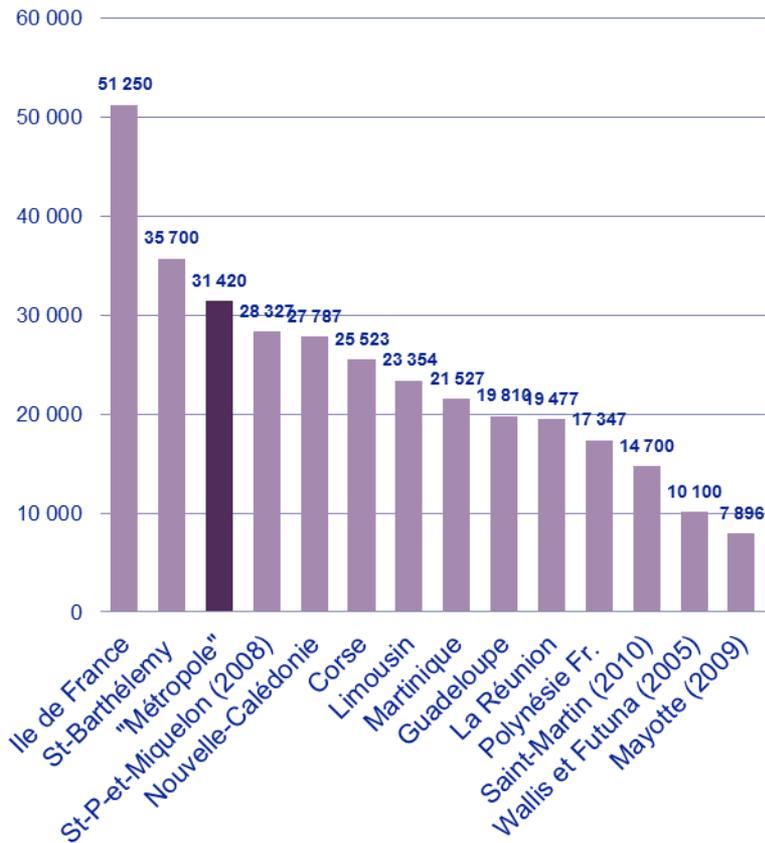
Forte progression de l'IDH, progrès en matière de santé, d'éducation mais faiblesse de la composante économique

Taux de croissance annuel moyen de l'IDH (1990-2010)

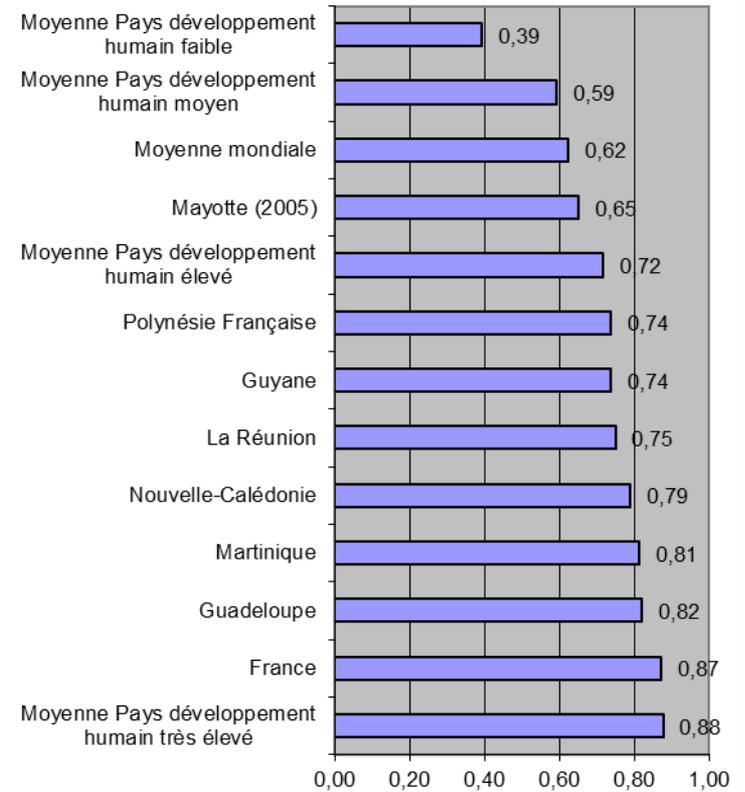


Un « rattrapage » remarquable jusqu'en 2008 mais persistance d'inégalités forte/régions hexagonales

PIB/hab en 2012



Les indicateurs de développement humain en 2010



Croissance ne rime pas forcément avec réduction des inégalités : l'ex. des années 2000

■ Dans les années 1990, réduction des inégalités

- Forte croissance économique + croissance des revenus transferts et alignement du SMIC qui compensent en partie la faiblesse des revenus du travail
- **Taux de bas revenus (1995-2001): - 4,6% Guadeloupe, -1,9% Martinique, -1,1 Guyane, stagnation Réunion.**

■ Dans les années 2000, augmentation des inégalités et taux de pauvreté

- Taux de bas revenus 2001-2006: +4,3 pts Guadeloupe /+4,7 pts Martinique/+1,5 pts en Guyane / +2 pts Réunion / +1,2 pts hexagone + perception de la pauvreté augmente
- Exclus du marché du travail + salariés des secteurs privé/public
- **Politique de redistribution plus réductrice des inégalités à La Réunion; puis Guadeloupe, Guyane, Martinique.**

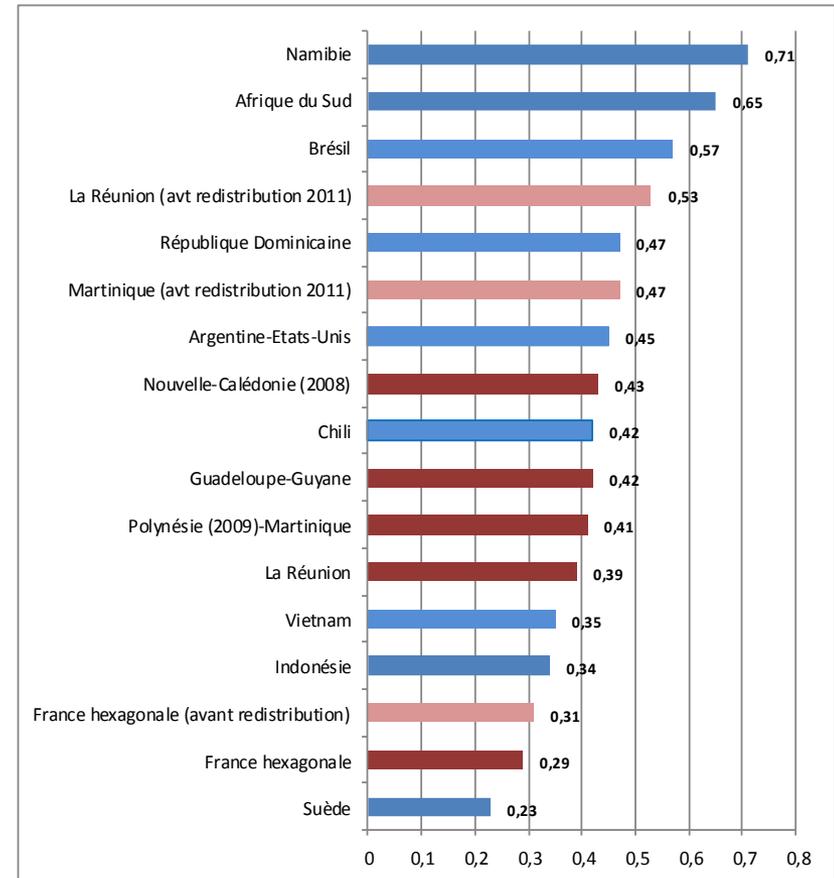
■ Depuis 2008, les crises économique et sociale → pertes d'emplois, hausse des prestations sociales (indemnisation chômage, minima sociaux, ...)

Des fortes inégalités de revenus, même après redistribution

	IDH	Indice de Gini (revenus fiscaux et sociaux)	Rapport inter-décile D9/D1
Guadeloupe	Très élevé	0,42	6,7
Martinique	Très élevé	0,41	7,2
Guyane	élevé	0,42	10,7
La Réunion	élevé	0,39 (2008)	5,4
Nouvelle-Calédonie	Très élevé	0,43 (2008)	7,9
Polynésie	élevé	0,41	6,1 (2009)
France métropolitaine	Très élevé	0,29	3,6

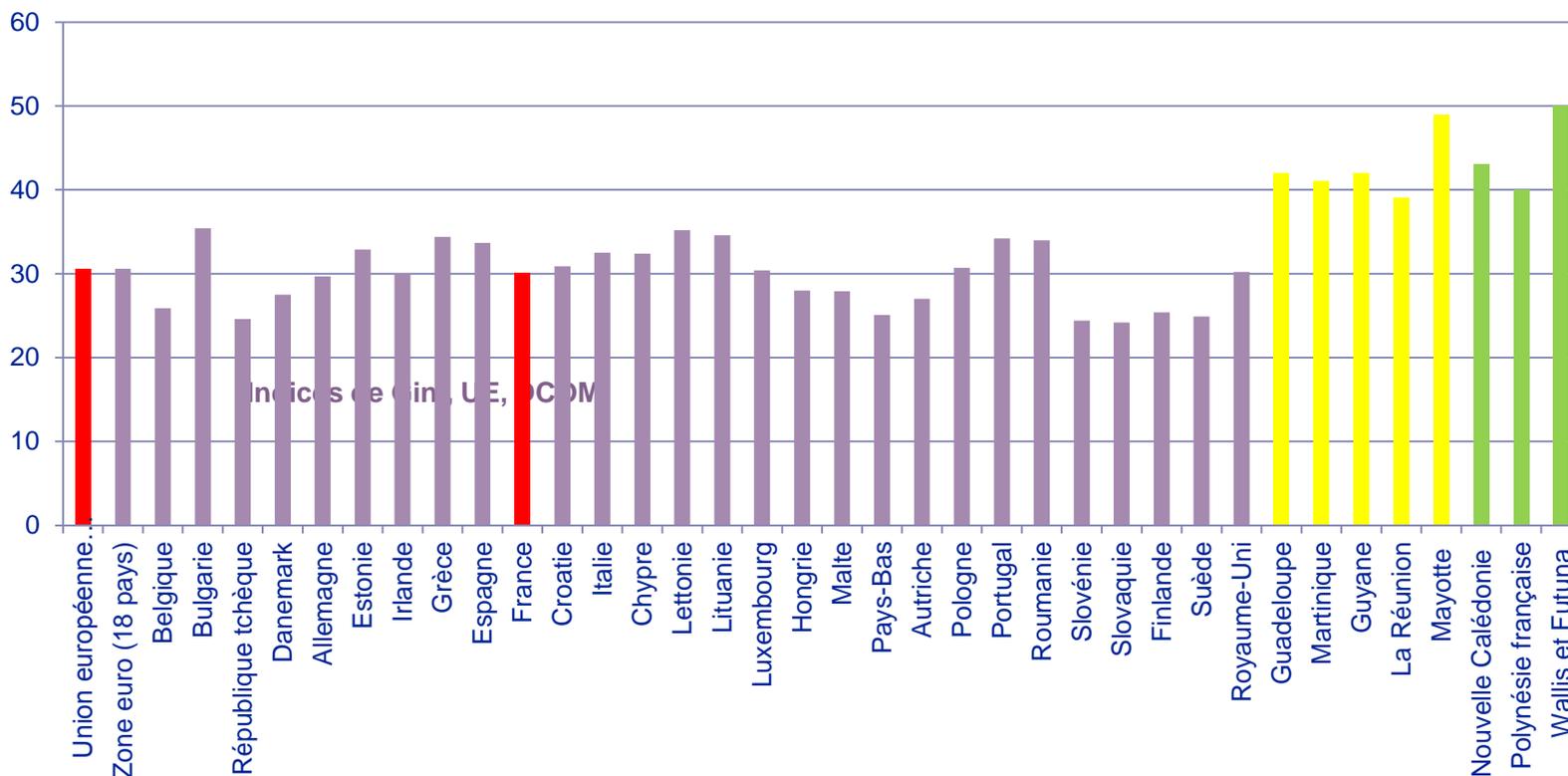
Indices de Gini comparés au niveau mondial

(Sources: INSEE, ISEE, Banque mondiale)

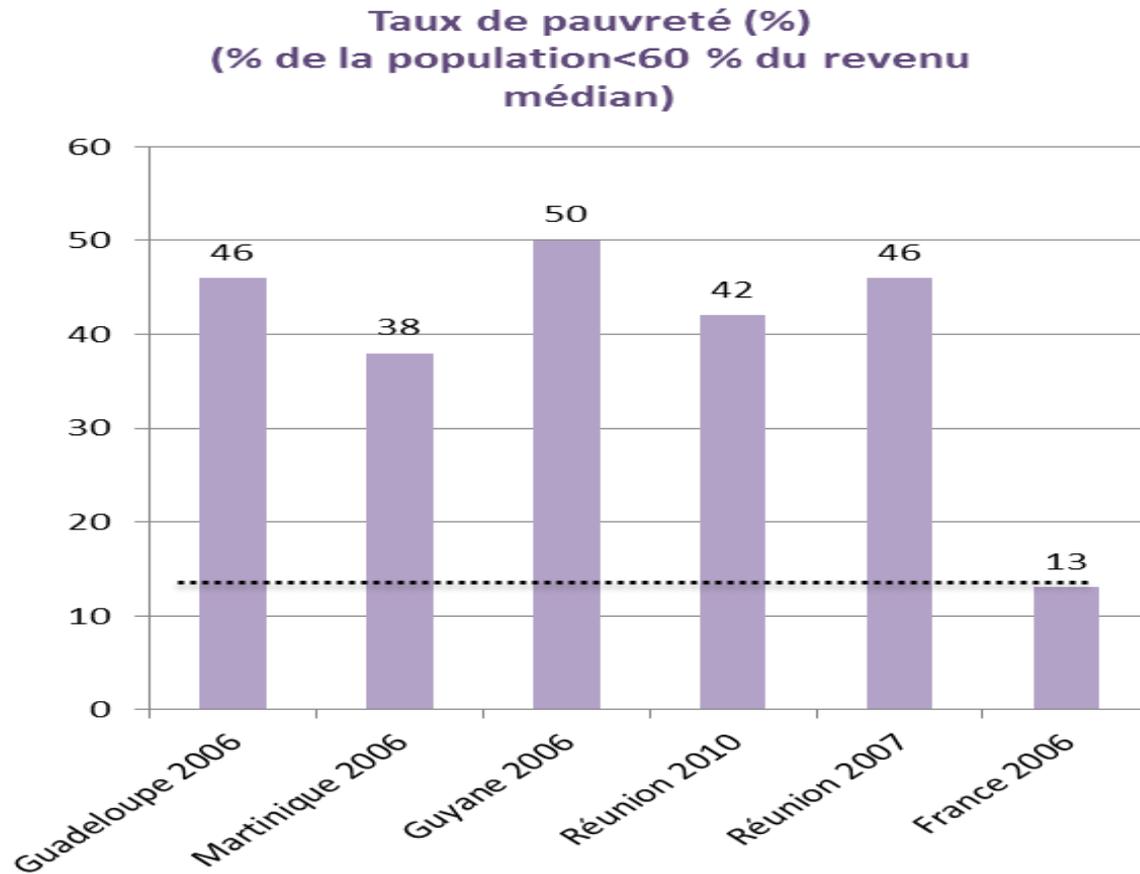


...des inégalités plus prononcées que dans les pays européens les plus inégalitaires

Indices de Gini, UE, DCOM



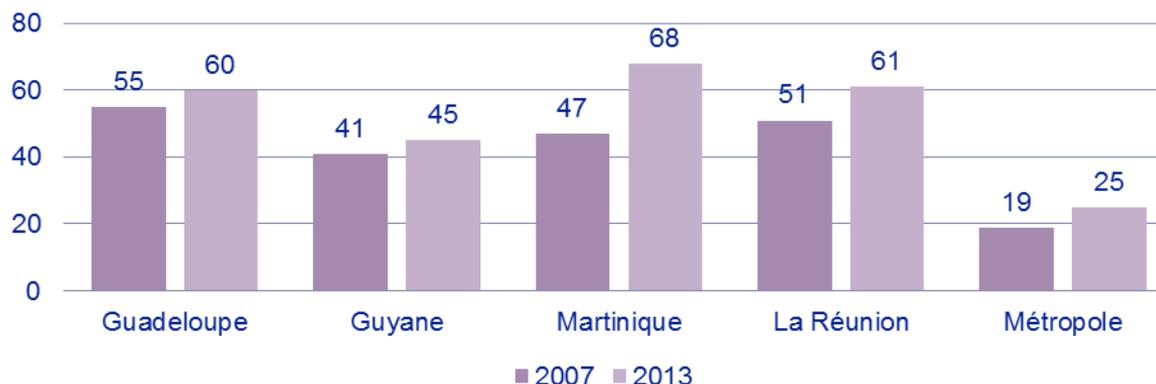
Taux de pauvreté référentiel national



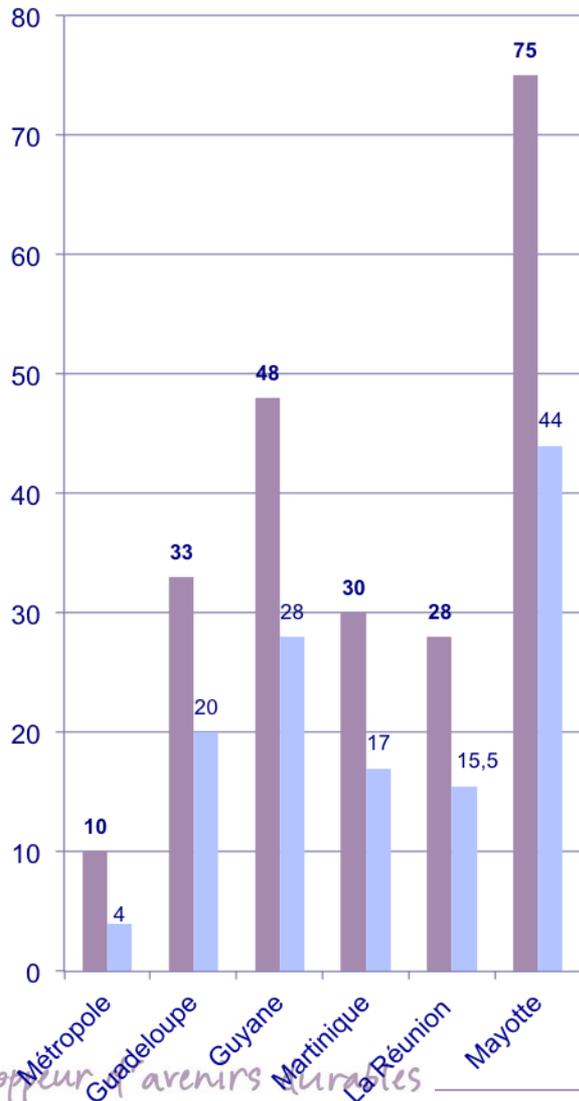
Dynamisme économique et paradoxalement ? un chômage endémique...en hausse depuis 2008

- 2013 : entre 23 % à la Martinique et 29,5 % à La Réunion, contre 9,9 % pour la France, et 14,5 % pour le département métropolitain le plus touché, à savoir l'Hérault + ...**chômeurs découragés** non comptabilisés
- ← **démographie + gains de productivité** (croissance peu intensive en emplois contrairement aux RUP espagnole et portugaises)

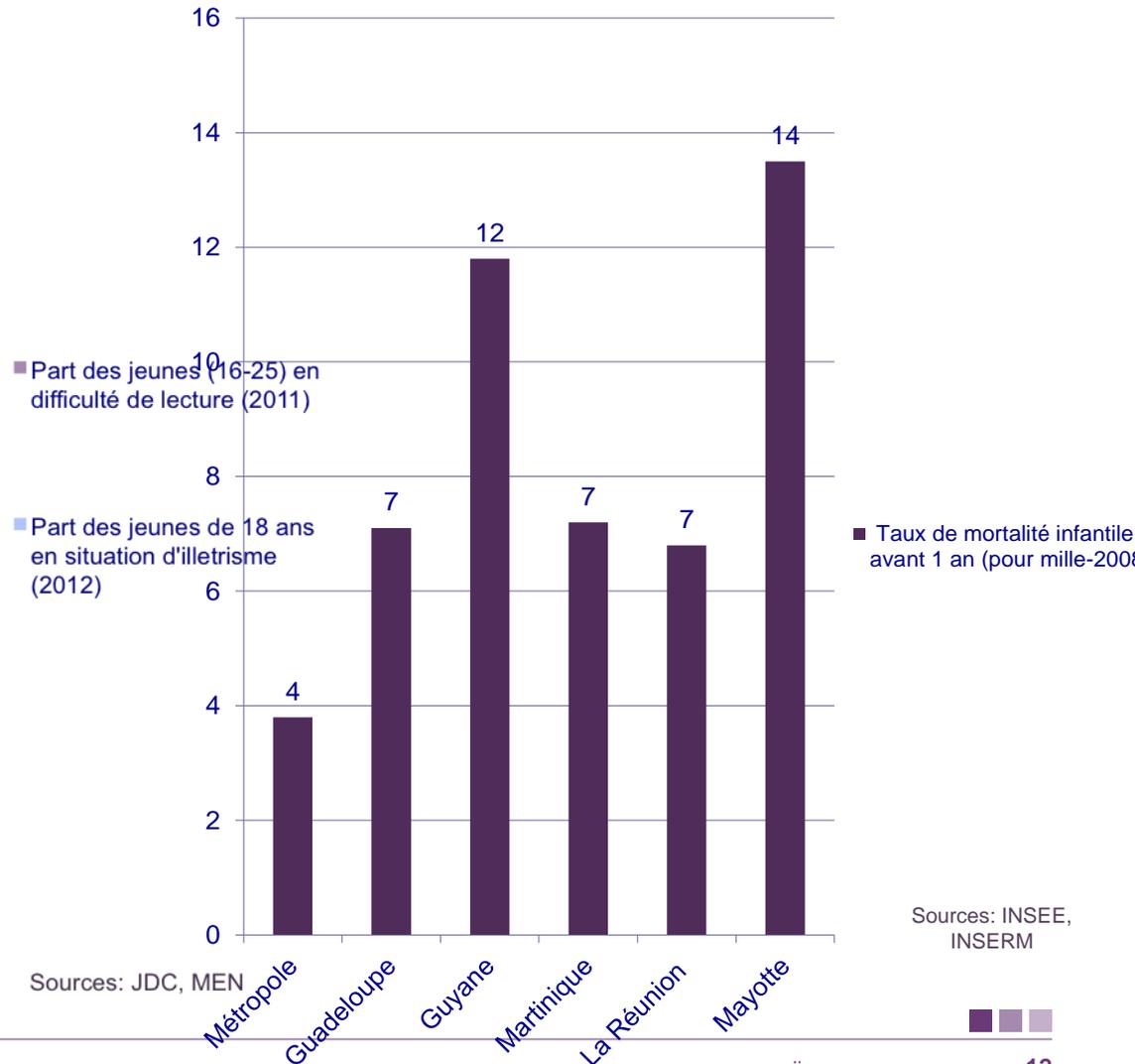
Taux de chômage des 15-24 ans
(en %)



Indicateurs de santé et éducation préoccupants



Taux de mortalité infantile avant 1 an (pour mille-2008)



Sources: JDC, MEN

Sources: INSEE, INSERM

Des sociétés fragmentées

Une répartition des revenus marquée par:

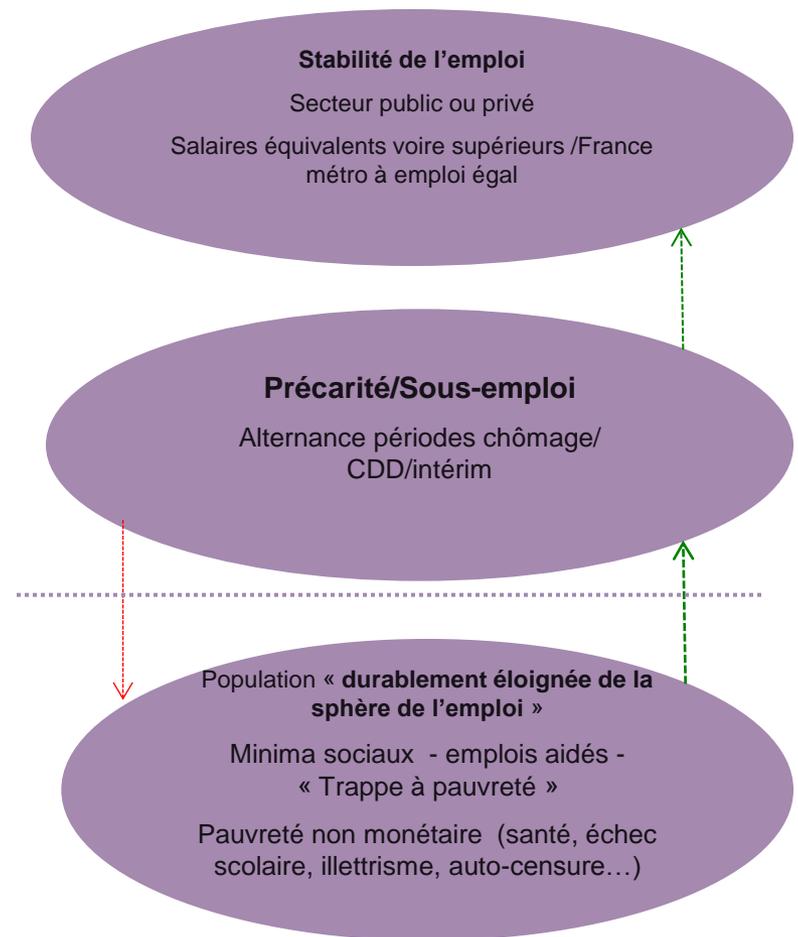
■ Surrémunération dans la fonction publique

- + **effet-contagion** secteur privé (cadres/employés)
- + **Abattement fiscal** (30 à 40 %).

→ **Revenus disponibles OM > hexagone à emploi équivalent** (sauf ouvriers).

■ Chômage endémique

- **Ampleur** (21% à 29%) et **durée** (depuis les 1970s)
- **Jeunes** : >60 % au chômage
- **Part des chômeurs de longue durée (50 % > 3 ans) : chômeurs découragés (non comptabilisés)**



Eviter la marginalisation d'une part de plus en plus grande des populations

- Certes, **une certaine cohésion sociale est maintenue** grâce à
 - des **solidarités familiales et de proximité** reposant sur la logique du don et contre-don perdurent **mais elles ont tendance à s'étioler** sous l'effet conjugué de la précarité économique, des migrations des jeunes actifs, de la décohabitation et du développement des logements collectifs...);
 - **Le travail dans le secteur « informel » et la pluri-activité** qui apportent des revenus sans doute complémentaires mais la plupart du temps résiduels.
- Des politiques de lutte contre l'exclusion sont nécessaires (lutte contre l'illettrisme, formation, habitat/quartiers précaires...).

Soutenabilité du modèle social en question

Recherche d'un nouveau modèle économiquecréateur d'emploi et facteur de cohésion sociale

- **Contraintes budgétaires au niveau européen, de l'Etat français, et sur les finances des collectivités locales**, acteurs clés du développement économique et de la politique sociale dans ces territoires,
- **Des projections démographiques → des défis différents en matières de politiques publiques (sociales)**
 - **Vieillissement accéléré de la population** (plus de 65 ans x2 entre 2010 et 2030).
Martinique et Guadeloupe: les départements français les + âgés en 2030.
 - **Vieillissement accéléré + croissance population jeune (La Réunion)**
 - A la fois une **forte natalité** chez les populations « natives » et une **forte immigration** (La Guyane population x2 d'ici 2030, Mayotte, Saint-Martin).
- **qui questionnent la viabilité du modèle social actuel...**(coût du vieillissement...précarité financière et santé + étiolement des solidarités)
- ...et le « **modèle** » économique

Les Outre-mer français et européens: des situations atypiques

- Des économies où le **progrès social n'a pas reposé sur un développement économique générant à lui seul une augmentation du niveau de vie**. L'**origine des dépenses publiques est en grande partie « exogène »** (économies sub-nationales)
- **malgré l'application (fut-elle progressive) du modèle social français, et une forte croissance économique (et des niveaux de vie) avant la crise**, les sociétés ultramarines ont du faire face à une **augmentation des inégalités sociales** et à une **marginalisation** d'une part de plus en plus importante de leurs populations.
- La double dynamique **d'élévation du taux de chômage** et des **contraintes budgétaires** pourrait fortement peser sur la **soutenabilité des politiques sociales**, d'autant que les **solidarités familiales traditionnellement fortes ont tendance à s'amenuiser**.
- La question clé est celle de l'**emploi**. **Un modèle et une stratégie de développement économique restent à établir** (ouverture sur les pays des zones géographiques...quelles niches d'activité?...)